

4 décembre 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Propos introductifs de la conférence de presse du Président de la M. Emmanuel MACRON, à l'issue du Sommet de l'OTAN

Mesdames, Messieurs les ambassadeurs, Messieurs les officiers, Mesdames, Messieurs, je tenais donc à pouvoir tirer les principales conclusions et les résultats de ce sommet.

D'abord il a été le théâtre, si je puis dire, de débats et d'un début de clarification stratégique que je considère, comme vous le savez, comme indispensable au sein de l'Alliance.

J'ai eu l'occasion de m'exprimer, il y a quelques semaines, ce qui a pu parfois susciter des réactions. Cette expression avait pour but essentiellement que je ne passe pas ce 3ème sommet, pour ce qui me concerne, à discuter uniquement des contributions budgétaires des États-membres, ce qui fut le cas des deux précédents, de manière quasi-exclusive. Et plutôt de s'interroger, ce qui est me semble-t-il notre devoir à l'égard de nos soldats et de nos concitoyens, sur les finalités stratégiques de l'Alliance. Et j'assume d'avoir lancé ce débat, il me paraît indispensable pour plusieurs raisons. La première, c'est l'évolution profonde du contexte stratégique, 70 ans après la création de l'Alliance et 30 ans après la chute du mur de Berlin. Et donc ce sommet était un sommet de célébrations, c'est pourquoi il se tenait à Londres et je tiens à remercier le Premier ministre JOHNSON pour son accueil et l'organisation de ce sommet. Mais c'est aussi un sommet qui doit nous amener à considérer que la menace n'est pas la même qu'il y a 70 ans ni même qu'il y a 30 ans. En avons-nous tiré toutes les conséquences ? Non. Les menaces sont plus diffuses, des nouveaux acteurs ont émergé, la lutte contre le terrorisme est au cœur des préoccupations de sécurité des Alliés et la relation aussi avec la Russie est à repenser – autant de sujets, j'y reviendrai, dont nous avons discuté. Ensuite, parce que l'évolution de la posture américaine, depuis plusieurs années maintenant, s'avère être durable et justifie in fine un rééquilibrage de l'Alliance. Les Américains ont choisi à plusieurs reprises de quitter des théâtres d'opérations considérés comme un voisinage européen pour des raisons que nous respectons totalement et le choix plusieurs fois réaffirmé du Président des États-Unis d'Amérique, Donald TRUMP, est aussi le choix de réduire la contribution américaine à l'OTAN sur le plan financier en demandant donc aux Européens de s'engager davantage. C'est un vrai changement qui nécessite une réflexion stratégique au sein de l'Alliance. Et puis évidemment aussi des questions posées par le choix de certains alliés, et singulièrement la Turquie, sur la définition du terrorisme comme sur l'acquisition de nouveaux systèmes d'armement comme les S400 conduisaient à nous poser une question de cohérence. Toutes ces raisons m'ont conduit à m'exprimer, à évoquer avec le Secrétaire général STOLTENBERG, lorsqu'il est venu à Paris il y a quelques jours, la nécessité de lancer une revue, un exercice stratégique et donc a permis durant tous les échanges à la fois bilatéraux et autour de la table ce matin d'avoir une expression très libre sur ces sujets. L'exercice que nous avons commencé et qui va structurer les prochains mois revêt à mes yeux plusieurs enjeux. Le premier sujet, le premier pilier de cette réflexion et de ce que nous avons discuté ce matin c'est la question de savoir comment assurer la sécurité et la stabilité de l'Europe dans le contexte stratégique contemporain. Cela passe, comme je le disais, pour les Européens que nous sommes, par la mise en œuvre concrète des conséquences que nous devons tirer du rééquilibrage souhaité par les Américains. Je l'ai dit hier lors de l'échange que nous avons eu avec le Président TRUMP, nous devons justement tirer les conséquences de ce souhait, pas simplement d'un point de vue budgétaire mais aussi d'un point de vue de capacités opérationnelles et il est donc important que les Européens se réengagent. Nous le faisons depuis 2 ans à travers la structuration d'une Europe de la défense et nous devons l'assumer au sein de l'OTAN. Et je le dis de manière extrêmement claire : ce n'est pas une alternative à l'OTAN mais c'est un pilier au sein de l'OTAN. Et donc aussi vrai que je ne propose pas et que je n'ai jamais proposé de substituer une Europe de la défense à l'OTAN, je pense qu'aujourd'hui nous n'assumons pas assez cette Europe de la défense au sein de l'OTAN. Quand je vois l'Union européenne citée au même titre que les Nations unies je pense que ça n'est pas juste. Et donc le rééquilibrage n'est possible que s'il y a ces piliers, son pilier nord-américain et le pilier européen au sein de cette alliance. Ensuite la sécurité et la stabilité de l'Europe dépend aussi de la relation que nous voulons établir avec la Russie. Sur ce point je n'ai aucune naïveté. J'en ai d'autant moins que j'ai eu à en connaître, si je puis dire, et nous savons les sujets d'ingérence, les politiques d'influence, les violations du droit international qui peuvent exister, y compris sur la question chimique, qui ont d'ailleurs conduit historiquement la France à prendre ses responsabilités sous mon mandat. J'ai toujours aussi été très clair sur le fait que les intérêts de sécurité et la souveraineté de nos partenaires européens et de nos alliés étaient une intangible priorité. A ce titre, durant ces deux jours, j'ai pu rencontrer la plupart des dirigeants présents à la fois de l'Est, États baltes et nordiques, pour les rassurer sur les engagements français, le cadre dans lequel je souhaitais structurer ce dialogue avec la Russie. En aucun cas un cadre qui puisse, de quelque manière que ce soit, sacrifier ni leur sécurité ni leurs intérêts, au contraire. Nous serons au rendez-vous de la solidarité et cela doit pleinement intégrer leurs intérêts. Néanmoins si nous voulons avancer et stabiliser la paix en Europe, il

nous faut réengager ce dialogue. Dialogue qui passe par une dissuasion et une organisation crédible, c'est pourquoi je me félicite que nous ayons pu procéder à l'acceptation des plans qui étaient tant attendus pour la Pologne et les États baltes mais qui passe aussi par une évolution de la posture à l'égard de la Russie. Notre alliance a une histoire, elle a aussi une géographie, je l'ai dit à plusieurs reprises. Le fait est que la sécurité et la stabilité de l'Europe ne pourront être solidement garanties que par la mise en place d'un dialogue solide et exigeant avec la Russie. Et donc nous avons commencé à en poser les termes, nous continuerons d'y travailler avec nos partenaires. Cela suppose aussi d'avancer sur certains dossiers et c'est dans ce contexte que nous aurons à tenir un sommet en format "Normandie" le 9 décembre prochain à Paris qui réunira donc la Russie, l'Ukraine, l'Allemagne et la France. Ce dialogue de sécurité et de stabilité en Europe doit également porter sur la maîtrise des armements. Je veux ici réaffirmer l'attachement de la France aux instruments existants de maîtrise des armements, désarmement et non-prolifération ainsi qu'aux initiatives de l'Alliance à ce sujet. Mais nous nous devons aussi d'être lucides et je considère que ce débat est existentiel pour les Européens que nous sommes. Nous avons tous constaté les violations par la Russie du traité dit FNI. Notre allié américain a fait le choix de le dénoncer puisque je rappelle que ce traité structurant pour la sécurité européenne était un traité bilatéral. Je prends acte du fait que les arrangements bilatéraux datant de la guerre froide sur ce point sont dépassés. Mais de manière très claire, ce que j'ai exprimé, partagé avec l'ensemble de mes collègues, et ce sur quoi maintenant nous devons collectivement avancer pour la sécurité et la stabilité de l'Europe, une fois encore, c'est d'imaginer un processus nouveau qui nous permette de retrouver des garanties au moins équivalentes à celles qu'offrait le traité FNI tout en prenant en compte l'évolution des armements contemporains et nos intérêts à tous. De manière très simple, qu'est-ce que cela veut dire ? Nous devons retrouver un cadre juridique qui nous protège du déploiement d'armements côté russe qui puissent impacter le sol européen, ce qui était ce contre quoi nous protégeait ce traité. Deuxièmement, nous devons mieux intégrer la défense de plusieurs de nos partenaires en particulier les plus orientaux, ceux qui sont les plus proches de la frontière puisque, je le rappelle, ceux qui étaient à moins de 500 km de la frontière n'étaient pas couverts par le traité FNI. Nous devons intégrer leurs intérêts à cette discussion. Et puis nous devons prendre en compte, comme je le disais, ces évolutions : la menace des missiles Iskander sur la Pologne et les États baltes me semble un point essentiel à prendre en compte dans tout nouvel échange sur les capacités sol-sol en Europe et donc intégrer cet agenda. Ce qui est certain, c'est qu'il nous faut, sur ce sujet, définir, entre Européens, une position très claire. Je souhaite, pour ma part, que les Européens soient partie prenante d'un nouveau traité et que nous puissions ensuite le discuter dans un cadre otanien et pouvoir échanger sur cette base avec la Russie et avec la Chine. C'est le souhait américain d'élargir cette discussion aux Chinois ; je pense que c'est pertinent. Je pense, néanmoins, que ça ne doit pas être un préalable à une discussion indispensable avec la Russie, qui impacte au premier chef les Européens. Sur ces sujets, nous avons donc eu un débat, à la fois hier avec le Président TRUMP, le Premier ministre JOHNSON, la Chancelière MERKEL, et autour de la table ce matin. C'est pour moi le premier pilier, sécurité et stabilité en Europe, et la réponse aux questions que je viens de soulever est indispensable dans le cadre de la réflexion stratégique qui commence. Le deuxième pilier, la deuxième ligne de force du débat stratégique que nous devons conduire sur, justement, cet exercice de redéfinition de notre défense collective, c'est, au fond, la définition de ses finalités et de ses modalités aujourd'hui. C'est la question que je posais l'autre jour de manière un peu directe, lorsque je recevais à Paris le Secrétaire général STOLTENBERG : qui est l'ennemi ? C'est une question que nous devons nous poser. Lorsque l'Alliance s'est structurée, la réponse était simple : la Russie, l'Union soviétique. Normal, les choses étaient ainsi structurées. Elles ont changé depuis 30 ans. Est-ce qu'autour de la table, tout le monde qualifierait la Russie d'ennemi ? Je ne pense pas. C'est aujourd'hui une menace sur certains sujets, c'est une réalité, et nous l'avons éprouvé sur des activités cyber, sur certains sujets qui sont clairement définis. C'est une menace pour le voisinage, la crise ukrainienne en est l'illustration, plusieurs conflits le sont aussi. C'est également un voisin sur le plan géographique, et c'est une réalité, une fois encore. C'est aussi un partenaire sur certains sujets, sur lesquels nous avançons ensemble et nous avons des discussions concrètes. C'est une puissance avec laquelle nous travaillons sur certains sujets sur lesquels, là aussi, nous avançons. Depuis 2014, nous avons pris les décisions qui s'imposaient compte tenu du conflit. La défense collective c'est également cela et cette pression mais il nous faut pouvoir aujourd'hui définir les préconditions et les termes d'une reprise d'un dialogue stratégique indispensable pour l'alliance. Je pense, là aussi, avoir une position européenne au sein de l'alliance beaucoup plus homogène. C'est ce qui est au cœur de la volonté que je porte, comme je vous le disais tout à l'heure. Je souhaite que ce que la France a lancé puisse faire l'objet d'abord d'une très forte coordination franco-allemande, nous en avons parlé longuement hier avec la Chancelière, et ensuite d'une concertation européenne indispensable dans les prochains mois. Le cas de la Chine est forcément différent, quant à lui. Si je crois qu'il est fondamental que nous ayons une réflexion stratégique sur la montée en puissance militaire de la Chine, ses conséquences pour la stabilité de la région de l'Atlantique Nord, de même que sur les questions technologiques, y compris la 5G, en termes d'interopérabilité, je ne crois pas non plus que la Chine puisse devenir l'objet désigné de notre défense collective. Il y a donc des sujets stratégiques que nous devons aborder, technologiques, profondément stratégiques, mais qui ne se pensent pas dans les termes simplement d'une finalité militaire. Le terrorisme, en revanche, en particulier celui issu de Daesh et Al-Qaïda, est notre ennemi, c'est à dire qu'il cherche à tuer nos concitoyens sans volonté de négociation, et nos forces sont engagées dans des opérations de combat pour le détruire. Entendons-nous bien, chaque État a sa politique de lutte contre le terrorisme pour ce qui procède de son sol national et de la lutte contre les groupes qui sévissent. Mais nous avons vu émerger des projets territoriaux géopolitiques de ces nouvelles formes de terrorisme : le califat

territorial au Levant, qui a justifié une coalition internationale, engageant les alliés et l'OTAN au sein de la coalition, et aujourd'hui, nous le voyons clairement à l'œuvre au Sahel, en particulier autour de l'EIGS, et donc avec, là aussi, une présence terroriste structurée qui menace certains de nos alliés, certains de nos partenaires, mais qui menace aussi nos ressortissants et nos territoires, et j'y reviendrai dans un instant pour ce qui concerne le Sahel. Le troisième axe de réflexion stratégique à mes yeux, c'est celui des droits et devoirs des différents alliés. En effet, la défense collective implique d'être là, de répondre présent quand les intérêts de sécurité de nos alliés sont en jeu. C'est le sens de l'article 5, et j'ai pu réaffirmer à l'ensemble de nos partenaires durant ces deux jours, et de manière très claire ce matin, que la France serait au rendez-vous de cette solidarité sans ambiguïté, ce qui suppose d'avoir clarifié les finalités au préalable. Quand nous ne partageons pas avec certains des définitions du terrorisme proposées, nous considérons que nous ne sommes pas engagés par quelque solidarité que ce soit. Quand je parle de droits et devoirs, cela implique aussi de ne pas mettre les alliés devant le fait accompli quand leurs intérêts de sécurité sont en jeu. C'est parce que je respecte les intérêts de sécurité de la Turquie, le lourd tribut qu'elle a payé aux terroristes, et parce que nous sommes alliés, parce que l'OTAN est membre, comme je le disais, de la coalition au Levant, que je considère que la situation dans le nord-est syrien doit faire l'objet d'un dialogue renforcé pour éviter toute résurgence de Daesh. En la matière, nous avons manqué de dialogue et de respect des alliés. Je me félicite du rendez-vous très utile que nous avons eu hier chez le Premier ministre britannique, avec ce dernier, la Chancelière MERKEL et le Président ERDOGAN, qui a permis, sur ce sujet, de clarifier le cadre justement de notre intervention et de réaffirmer la priorité à la lutte contre Daesh, de réaffirmer aussi notre engagement commun sur le sujet des réfugiés et notre engagement commun sur la résolution politique du conflit en Syrie. Je pourrai y revenir en réponse à vos questions si vous le souhaitez. De même, ces droits et devoirs impliquent de respecter la souveraineté des alliés, je veux ici très clairement soutenir les préoccupations qui ont été, ce matin, exprimées par la Grèce en réaction à l'accord qui a été signé entre le gouvernement libyen et la Turquie. Je souhaite également, et dans ce même souci d'avoir un dialogue franc et réel entre alliés, que nous soyons aussi capables d'évaluer techniquement les conséquences des choix souverains d'acquisition de matériel militaire par certains de nos alliés et la compatibilité, en particulier avec la défense antiaérienne de l'alliance, de ces choix. J'ai pu, là aussi, l'évoquer avec le Président ERDOGAN, hier, et le réaffirmer ce matin dans les mêmes termes autour de la table. Vous le voyez, l'ensemble de ces axes, ces 3 piliers de réflexion, sont pour moi au cœur d'abord de la discussion que nous avons eue ce matin et qui était très utile, comme au cœur des discussions que j'ai pu avoir avec l'ensemble des homologues que j'ai pu rencontrer, et dans quelques instants, mon homologue polonais avec lequel je m'apprête à avoir un échange. Mais il montre la nécessité de clarifier de nombreux points stratégiques pour notre alliance. Nous avons une force, un acquis : l'interopérabilité, la qualité de nos soldats et le travail qu'ils font ensemble. Cet acquis ne saurait être fragilisé par des ambiguïtés politiques et stratégiques qui existent aujourd'hui, et qu'il faut donc lever. Nos débats ont permis d'en lever certaines, de faire aboutir d'ailleurs certaines des planifications, comme je l'évoquais. Il doit maintenant conduire à la formalisation d'un mandat dans les prochaines semaines, d'ici au premier trimestre 2020, mandat sur la base duquel le Secrétaire général STOLTENBERG, accompagné d'un groupe d'experts de haut niveau, aura donc à procéder à des propositions de réponse qui seront à soumettre aux alliés. Je veux terminer ici, je l'évoquais, par un point plus précis sur la situation au Sahel. Vous le savez, et je me présentais ici, à Londres, dans un contexte où nous venons de perdre 13 soldats dans le combat que nous menons contre le terrorisme dans cette région. Je voulais ici, de manière très claire, en redonner le cadre et partager quelques convictions et le fruit des travaux menés depuis plusieurs semaines. Au Sahel, depuis 5 ans, la France a conduit un travail important avec plusieurs victoires et des points positifs. Nous avons su aider plusieurs de nos partenaires et les mettre en capacité de se défendre. Je pense au travail que la France a conduit avec la Mauritanie en lui permettant véritablement de renforcer ses capacités propres, de s'équiper et de former son armée. Nous avons aussi conduit, grâce à l'opération Serval puis Barkhane, une défense du territoire malien dans un premier temps, et de multiples opérations de lutte contre le terrorisme, qui ont profondément fragilisé et déstabilisé de nombreux réseaux et plusieurs katibas de la région. C'est lié au courage, au professionnalisme et à l'engagement de nos soldats, à leurs côtés aussi, et je veux les en remercier, à l'engagement de plusieurs alliés européens qui se sont mobilisés à nos côtés depuis le début. C'est permis grâce à nos troupes qui sont sur place depuis maintenant 5 ans. Néanmoins, nous devons regarder aujourd'hui la situation en face, et ma responsabilité est aujourd'hui de réévaluer les termes de notre présence. Premièrement, je considère que la légitimité de la présence de la France et de nos armées est à mes yeux aujourd'hui confirmée et la confiance en nos armées a constamment été la même. La légitimité de notre présence et de notre intervention en effet au Sahel est confirmée car il s'agit pour moi toujours d'un élément de notre sécurité collective. Aucune région au monde ne fait face à la même combinaison de défis : terrorisme, changement climatique, progression démographique, montée des trafics. Notre responsabilité est clairement d'y faire face mais pas seuls. C'est le deuxième point à mes yeux essentiel aujourd'hui. Nous devons à très court terme reclarifier le cadre et les conditions politiques de notre intervention au Sahel, d'abord et avant tout avec les 5 États africains membres du G5 Sahel. J'attends d'eux qu'ils clarifient et qu'ils formalisent leurs demandes à l'égard de la France et de la communauté internationale. Souhaitent-ils notre présence, ont-ils besoin de nous ? Je veux des réponses claires et assumées sur ces questions. Je ne peux ni ne veux avoir des soldats français sur quel que sol du Sahel que ce soit alors même que l'ambiguïté persiste à l'égard de mouvements anti-français parfois portés par des responsables politiques. La deuxième clarification politique que j'attends de nos partenaires elle relève là de l'indispensable travail politique qui est à mener de leur côté dans plusieurs pays pour que le travail militaire que nous conduisons et de développement que nous conduisons aussi dans le cadre de l'Alliance pour le Sahel nuise véritablement

de développement que nous considérons aussi dans le cadre de l'ambition pour le Sahel puisse véritablement être bénéfique. Ce travail politique nous ne pouvons le faire à leur place et c'est leur responsabilité pleine et entière, en particulier pour ce qui concerne le Mali et le Burkina Faso. C'est pour toutes ces raisons et afin de procéder à ces clarifications que j'ai invité à Pau le 16 décembre prochain les 5 chefs d'État africains concernés et impliqués dans le G5 Sahel pour pouvoir apporter des réponses précises sur ces points. Leurs réponses sont aujourd'hui une condition nécessaire à notre maintien. Nous aurons donc l'occasion en nous rendant à Pau de rendre hommage au 5ème régiment d'hélicoptères de combat auquel appartiennent 7 de nos soldats tombés et nous aurons ensuite l'occasion de tenir un sommet Barkhane permettant ces clarifications. Sur cette base et c'est à mes yeux le troisième point de cette clarification, je souhaite que nous puissions organiser une présence internationale plus forte et structurer au Sahel une nouvelle coalition autour de nous en lien avec nos partenaires européens déjà présents. J'ai pu évoquer ce sujet de manière rapide ce matin et de manière plus étoffée hier soir en particulier avec la chancelière MERKEL. Voilà les points de conclusion que je souhaitais faire de ce sommet et les quelques clarifications que je souhaitais apporter avant de répondre maintenant à toutes vos questions.